



Conseil de sécurité
Briefing UNOCA

New York, le 10 juin 2024

Déclaration lue par Riccarda Chanda,
Représentante permanente adjointe de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie le Représentant Spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et le Président de la Commission de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) pour leurs exposés.

La Suisse réitère son plein soutien au Représentant spécial et à UNOCA dans leurs efforts pour consolider la paix en Afrique centrale et prévenir de futurs conflits. La prévention, qui fait partie du mandat de ce Conseil, a une place importante dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. A cet égard, nous saluons le travail de médiation du Bureau avec toutes les parties, en coordination avec les mécanismes régionaux.

Nous soulignons la bonne collaboration entre UNOCA et le Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. En unissant leurs efforts les deux bureaux amplifient leur impact et aident les pays à relever des défis communs. Nous appelons les membres de ce Conseil à soutenir le Représentant spécial pour la mise en œuvre de son mandat en adoptant une déclaration présidentielle dans les meilleurs délais.

Permettez-moi de souligner trois points :

Premièrement, des processus politiques inclusifs et transparents sont nécessaires pour une paix durable en Afrique centrale. La transition en cours au Tchad représente une occasion unique pour renforcer la gouvernance démocratique et le respect des droits humains. La Suisse prend note de la tenue d'élections présidentielles et encourage les autorités à compléter la transition par l'organisation d'élections législatives. Pour ce faire, il est nécessaire que toutes les Tchadiennes et Tchadiens, y compris l'opposition politique et les mouvements politico-militaires, soient associés. La Suisse œuvre dans ce sens en soutien aux autorités tchadiennes, à leur demande. Au Gabon également, il est crucial que les droits humains soient pris en compte dans le dialogue politique national. Celui-ci doit inclure l'opposition et la société civile. La Suisse salue la collaboration du Représentant spécial avec des parlementaires gabonaises pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique pendant la transition et au-delà. Nous saluons les progrès réalisés dans l'extension de l'autorité de l'État en République centrafricaine, soutenus par la MINUSCA. Les élections locales inclusives à venir seront une étape déterminante pour consolider ces avancées.

Deuxièmement, la situation sécuritaire et humanitaire doit être abordée de manière régionale. Les activités des groupes armés entre le Tchad, le Soudan et la RCA contraignent les populations à se déplacer et déstabilisent la région. Le conflit au Soudan a un impact massif sur ses pays voisins et requière une réponse régionale. Nous saluons la solidarité des États de la région et des populations dans l'accueil des réfugiés et encourageons tous les États à contribuer au Plan régional de réponse en faveur des réfugiés. Au Cameroun, les attaques persistantes dans le nord-ouest et le sud-ouest suscitent également notre vive préoccupation. Comme mentionné dans le rapport, plusieurs écoles, qui je le rappelle sont protégées par le droit international humanitaire, ont été ciblées. Ces atrocités ne doivent pas rester sans réponse.

Troisièmement, nos actions doivent tenir compte du fait que le changement climatique exacerbe les menaces à la sécurité en Afrique centrale. Le changement climatique contribue à la modification des

couloirs de transhumance et mène à une intensification des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Au Cameroun, par exemple, l'impact du changement climatique est palpable. Qu'elles vivent de la pêche ou de l'agriculture, des milliers de personnes sont contraintes à se déplacer au nord du pays, où les conflits locaux autour de l'eau font rage. Cela démontre la nécessité d'investir dans la prévention des conflits liés au climat afin d'atteindre une stabilité à long terme dans la région. Nous saluons la collaboration de la CEEAC, de ses Etats membres et de l'UNOCA en vue de l'adoption d'un protocole régional sur la transhumance. La Suisse collabore déjà avec les Etats de la sous-région et est prête à approfondir les discussions à ce sujet.

Monsieur le Président, le rapport du Secrétaire général témoigne à nouveau de l'importance que revêt l'UNOCA pour relever les défis dans la région. Dans la perspective des prochains échanges sur le mandat du bureau régional, nous réaffirmons notre plein soutien aux priorités stratégiques et à une nouvelle prolongation de trois ans.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President,

I would like to thank the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa and the President of the Commission of the Economic Community of Central African States (ECCAS) for their statements.

Switzerland reiterates its full support for the Special Representative and UNOCA in their efforts to consolidate peace in Central Africa and prevent future conflicts. Prevention, which is part of the mandate of this Council, has an important place in the Secretary-General's New Agenda for Peace. In this respect, we welcome the Office's mediation work with all parties, in coordination with regional mechanisms.

We underline the good collaboration between UNOCA and the Office for West Africa and Sahel. By pooling their efforts, the two offices are amplifying their impact and helping countries to meet common challenges. We call on the members of this Council to support the Special Representative in the implementation of his mandate by adopting a presidential statement as soon as possible.

Allow me to highlight three points:

Firstly, inclusive and transparent political processes are necessary for lasting peace in Central Africa. The current transition in Chad represents a unique opportunity to strengthen democratic governance and respect for human rights. Switzerland takes note of the holding of presidential elections and encourages the authorities to complete the transition by organising legislative elections. To this end, all Chadians, including the political opposition and politico-military movements, must be involved. In Gabon too, it is crucial that human rights are taken into account in the national political dialogue. This must include the opposition and civil society. Switzerland welcomes the Special Representative's collaboration with Gabonese parliamentarians to promote the participation of women in political life during the transition and beyond. We welcome the progress made in extending the authority of the State in the Central African Republic, supported by MINUSCA. The forthcoming inclusive local elections will be a decisive step to consolidate this progress.

Secondly, the security and humanitarian situation needs to be addressed on a regional basis. The activities of armed groups between Chad, Sudan and CAR are forcing people to move and are destabilising the region. The conflict in Sudan is having a massive impact on neighbouring countries and requires a regional response. We welcome the solidarity shown by the countries of the region and their populations in welcoming refugees, and encourage all countries to contribute to the Regional Refugee Response Plan. In Cameroon, the persistent attacks in the north-west and south-west are also of great concern to us. As mentioned in the report, several schools, which I would reiterate are protected under international humanitarian law, have been targeted. These atrocities must not go unanswered.

Thirdly, our actions must take account of the fact that climate change is exacerbating security threats in Central Africa. Climate change is contributing to the redrawing of transhumance corridors and leading to an intensification of conflicts between farmers and herders. In Cameroon, for example, the impact of

climate change is palpable. Whether they make their living from fishing or farming, thousands of people are being forced to move to the north of the country, where local conflicts over water are raging. This illustrates the need to invest in the prevention of climate-related conflicts in order to achieve long-term stability in the region. We welcome the collaboration of ECCAS, its member states and UNOCA in adopting a regional protocol on transhumance. Switzerland is already collaborating with the States of the sub-region and is ready to deepen discussions on this subject.

Mr. President, the Secretary General's report once again demonstrates the important role played by UNOCA in meeting the challenges in the region. In view of the forthcoming discussions on the mandate of the regional office, we reaffirm our full support for the office's strategic priorities and for a further three-year extension.

Thank you.